

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**SGB FINANCE**

Société Anonyme au capital de 6.054.250 €  
Siège social : 69, avenue de Flandre, 59700 Marcq-en-Barœul  
422 518 746 R.C.S. Lille Métropole

**Assemblée Générale Ordinaire 16 mai 2025.****A. — Comptes sociaux au 31 décembre 2024.**

**I. — Bilan.**  
(En milliers d'Euros.)

<b>Actif</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Caisse, Banques centrales, CCP		
Effets publics et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit (note 1)		
A vue	9.833	53.640
A terme	0	19
Créances sur la clientèle (note 2)		
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	248.863	314.237
Comptes ordinaires débiteurs		
Affacturage		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Promotion immobilière		
Participations et activités de portefeuille		
Crédit-Bail et location avec option d'achat (note 3)	551.108	631.835
Parts dans les entreprises liées		
Location simple		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 4)	14.096	11.465
Comptes de régularisation (note 5)	12.277	13.573
<b>Total de l'actif</b>	<b>836.177</b>	<b>1.024.769</b>

  

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Engagements donnés (note 13)</b>		
Engagements de financement	123.603	136.444
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		

<b>Passif</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit (note 6)		
A vue	582	3
A terme	566.630	712.097
Comptes créditeurs de la clientèle (note 7)		
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue		
A terme		
Autres dettes		
A vue	593	2.537
A terme	12.409	23.138
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 8)	20.785	23.527
Comptes de régularisation (note 9)	171.017	192.707
Provisions (note 10)	9.854	9.021
Dettes subordonnées (note 11)		
Provisions réglementées		
Subventions d'investissement		
Dépôts de garantie à caractère mutuel		
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capital souscrit (note 28)	6.054	6.054
Primes d'émission (note 28)		
Réserves (note 28)	6.254	6.254
Ecart de réévaluation (note 28)		
Report à nouveau (note 28)	49.432	51.015
Résultat de l'exercice (note 20)	-7.433	-1.584
Résultat de l'exercice (note 28) -7.433		
<b>Total du passif</b>	<b>836.177</b>	<b>1.024.769</b>

<b>Hors-bilan</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Engagements reçus (note 13)</b>		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	1.625	1.465
Engagements sur titres		

**II. — Compte de résultat.**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés (note 14)	13.269	15.008
- Intérêts et charges assimilées (note 16)	12.926	12.116
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées (note 15)	173.803	191.795
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées (note 17)	174.864	195.990
+ Produits sur opérations de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits) (note 18)	1.114	1.383
- Commissions (charges) (note 18)	326	365
+/- Gain ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-9	-8
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire (note 19)	4.105	988
- Autres charges d'exploitation bancaire (note 20)	3.627	505
<b>Produit net bancaire</b>	<b>540</b>	<b>190</b>
- Charges générales d'exploitation (note 21)	5.154	5.697
- Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>- 4.614</b>	<b>-5.507</b>
- Coût du risque (note 22)	2.867	3.923
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-7.481</b>	<b>-1.584</b>
+/- Gain ou pertes sur actifs immobilisés		
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>-7 481</b>	<b>-1.584</b>
+/- Impôt sur les bénéfices (note 23)	48	
+/- Dotations/risques de FRBG et provisions réglementées		
<b>Résultat net</b>	<b>-7 433</b>	<b>-1.584</b>

**III. — Annexes aux comptes sociaux.****1. — Principes, règles et méthodes comptables.**

**Méthodes comptables.** — Les comptes de la Société ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

**Titres de participation et participations dans les entreprises liées.** — Les titres figurent au bilan à leur coût d'acquisition hors frais accessoires d'achat. Ils sont évalués à la plus faible des valeurs d'acquisition ou d'inventaire déterminée en prenant en compte la quote-part d'actif net, les perspectives de rentabilité et les perspectives commerciales. Lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

**Immobilisations incorporelles.** — Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés, et calculés selon la méthode linéaire sur 3 à 10 ans.

**Immobilisations corporelles.** — Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés, calculés selon la durée de vie estimée, selon la méthode linéaire et par catégories, selon les durées suivantes :

- Constructions et composants aux constructions : 10 à 50 ans
- Agencements : 10 ans.
- Matériel, mobilier de bureau : 4 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.
- Automobiles : 4 ans.

Les immeubles font l'objet d'une décomposition par composants.

**Réserve latente.** — La réserve latente représente la différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable du bien loué traduisant le décalage de l'appréciation dans le temps des résultats sur les contrats de LOA et crédit-bail.

Lorsque la somme des réserves latentes de l'ensemble des contrats (réserve latente nette) est négative, une dépréciation est comptabilisée en minoration des actifs d'immobilisations louées.

**Crédit Bail et location avec option d'achat.** — Les immobilisations mises en location sont enregistrées hors taxes à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire et selon les durées suivantes par catégories :

- Bateaux : 8 ans
- Maison habitation légère : 5 ans

Les loyers payés ou dus par la clientèle sont linéarisés sur toute la durée du contrat de location, conformément à l'article 38-2 bis du Code Général des Impôts

**Créances douteuses ou litigieuses.** — Les créances douteuses et douteuses compromises sont valorisées par actualisation des flux.

Elles sont inscrites à l'actif du bilan pour leur montant net de dépréciations. Elles comprennent les échéances impayées, le capital restant dû des dossiers de financement présentant des impayés non régularisés depuis plus de 3 mois, et le cas échéant les indemnités de résiliation contentieuse. Le dépôt d'un dossier de surendettement auprès de la Banque de France entraîne systématiquement l'inscription en créances douteuses des échéances impayées et du capital restant dû.

La restructuration d'un dossier avec des échéances impayées en recouvrement amiable entraîne l'inscription en créances douteuses des échéances impayées et du capital restant dû à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et qu'il n'existe plus de soldes impayés.

Les créances douteuses compromises sont identifiées au sein de nos créances douteuses et litigieuses, sur base d'attributs particuliers.

Par ailleurs, les créances de type protocoles sont maintenues en créances douteuses et litigieuses et dépréciées de façon statistique au travers de la provision des affaires dont elles sont originées.

**Dépréciations des créances douteuses ou litigieuses, passage en perte.** — Elles sont calculées en fonction de la perte estimée probable, selon un mode de détermination statistique pour l'activité Retail, et un mode de détermination individuel pour les créances retail significatives et l'activité floor-plan.

La dépréciation sur base individuelle est déterminée en fonction de l'existence de garanties, de la valeur de revente des biens financés, des phases de recouvrement ou de procédures engagées.

Lorsque la mise en œuvre des opérations de recouvrement ne permet pas de solder une créance client, cette dernière est passée en perte.

**Provisions.** — Une provision est constatée lorsque l'entreprise a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

— Risque de crédit / Provisions collectives : L'établissement comptabilise des provisions collectives pour risque de crédit sur des encours dégradés mais non encore identifiés comme douteux au niveau individuel (portefeuilles homogènes).

Suite à la mise en œuvre de la norme IFRS 9 (Instruments financiers) dans les comptes consolidés de sa société mère en 2018, la société a décidé d'appliquer la méthodologie d'IFRS 9 dans ses comptes sociaux et considère cette approche comme préférentielle car permettant de fournir une meilleure information.

Selon IFRS 9, les encours sont classés en 3 catégories (stage ou étape) :

- Etape 1 (stage 1) : Encours sains/performants (classement initial, absence d'augmentation significative du risque de crédit)
- Etape 2 (stage 2) : Encours dégradés (augmentation significative depuis l'entrée au bilan / impayé depuis plus de 30 jours)
- Etape 3 (stage 3) : Encours douteux / en défaut (situation de défaut / impayé depuis plus de 90 jours)

Le périmètre d'application de ce modèle de provisionnement concerne les encours de crédits (hors encours de leasing) ainsi que les engagements par signature, à savoir les engagements de financement et les engagements de garantie.

**Indemnités de départ en retraite.** — En matière de retraite, les engagements sont uniquement constitués d'indemnités de départ dont les montants sont déterminés en fonction de l'ancienneté dans l'entreprise, du turnover, d'un effet de revalorisation et d'actualisation et, selon un barème plus favorable que les dispositions de la Convention Collective de l'ASF.

**Changement de réglementation.** — L'IFRIC - Comité en charge des interprétations des normes IFRS - a traité une question soulevée concernant la norme IAS19 relative aux avantages aux salariés.

La question portait sur la méthodologie de calcul du passif social et la période d'acquisition des droits.

Plusieurs approches ont été analysées, et l'une d'entre elles, a été retenue par l'IFRIC : l'approche dite « C » consistant à linéariser l'engagement sur la période précédant l'âge de retraite et permettant d'obtenir les droits plafonnés. L'approche actuellement retenue dans les évaluations actuarielles est l'approche dite « A » consistant à linéariser l'acquisition des droits entre la date d'entrée dans le régime et la date de retraite.

- L'IAS Board a par la suite validé la position de l'IFRIC début juin 2021.
- Le barème du régime IFC de l'entité étant plafonné, celui-ci rentre ainsi dans le champ d'application de l'IFRIC.
- L'ANC a mis à jour sa recommandation 2013-02 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite. Dans ce cadre, les établissements ont désormais le choix entre les 2 méthodes.

Pour l'évaluation de la provision à fin 2021, l'entité a opté pour un rapprochement avec les dispositions de la norme IAS19 révisée conformément à la recommandation de l'ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 et a appliqué dans ses comptes individuels l'approche dite « C », en tant que changement de réglementation, qui s'est traduit par un impact de 11 K€ en capitaux propres.

**Coût d'acquisition des dossiers de financement.** — Le coût d'acquisition des dossiers de financement est constitué d'une part, des commissions payées aux prescripteurs et d'autre part, des frais de dossier facturés à la clientèle.

Les commissions payées aux prescripteurs et les frais de dossier sont étalés sur la durée probable des contrats soit 48 mois pour les dossiers de financement bateau.

Au bilan, les coûts d'acquisition relatifs à l'activité Crédit sont intégrés à l'encours du crédit concerné. Ceux relatifs à la location sont intégrés aux immobilisations louées.

## 2. – Notes sur le bilan. (En milliers Euros)

### Note 01. Créances sur les établissements de crédit :

	2024	2023
<b>A vue</b>		
Comptes courants bancaires	5.783	3.928
<i>Dont réseau SG</i>	5.783	3.927
Prêt moins d'un an	4.050	49.712
Intérêts courus		
<b>Total</b>	<b>9.833</b>	<b>53.640</b>
<b>A terme</b>		
Prêts		
Intérêts courus		19
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>19</b>

### Note 02. Créances sur la clientèle :

	2024	2023
<b>Autres concours à la clientèle</b>		
Crédits à la clientèle	239.460	306.252
Propositions financées et à financer	152	627
Intérêts courus	1.014	1.435
Créances prescripteurs	168	18
<b>Total</b>	<b>240 794</b>	<b>308.332</b>
Créances brutes	9.821	7.857
<i>Dont impayés &lt; 90 jours</i>	1.492	589
<i>Dont créances douteuses non compromises</i>	6.571	5.600
<i>Dont créances douteuses compromises</i>	1.758	1.668
Dépréciations sur créances *	-2.888	-3.528
<i>Dont non compromis</i>	-1.582	-2.140
<i>Dont compromis</i>	-1.306	-1.388
Créances nettes	6.933	4.329
Coût d'acquisition des dossiers de financement	1.136	1.576
<b>Total</b>	<b>248.863</b>	<b>314.237</b>
(*) Dont dépréciations sur en-cours non retail pour : 2024 : 1.512 K€ 2023 : 1.379 K€		

— Ventilation des créances sur la clientèle par type de contrepartie et par zone géographique :

	Client résident	Client non-résident
Particulier	43.922	32.498
Entrepreneurs individuels	1.756	155
Société non financière	82.078	88.454
<b>Total</b>	<b>127.756</b>	<b>121.107</b>

**Note 03. Crédit bail et location avec option d'achat :**

	2024	2023
Immobilisations nettes louées	544.323	625.545
<i>Dont valeurs brutes</i>	1.222.626	1.298.470
<i>Dont amortissements</i>	-678.303	-672.925
Immobilisations en cours	536	702
Créances brutes	6.915	6.427
<i>Dont impayés &lt; 90 jours</i>	268	643
<i>Dont créances douteuses non compromises</i>	4.268	2.703
<i>Dont créances douteuses compromises</i>	2 379	3.081
Dépréciations	-2.473	-3.121
<i>Dont non compromis</i>	-1.216	-937
<i>Dont compromis</i>	-1.257	-2.184
Coût d'acquisition des dossiers	1.806	2.282
<b>Total</b>	<b>551.108</b>	<b>631.835</b>

— Passage à l'encours financier :

	2024	2023
Immobilisations louées	544.323	625.545
Réserve latente	83.497	58.944
Compte de régularisation financiers (*)	-156.620	-178.727
<b>Encours financier</b>	<b>471.200</b>	<b>505.762</b>
(*) Il s'agit pour l'essentiel des loyers constatés d'avance (voir note 09).		

— Mouvements sur les immobilisations brutes louées :

Parc au 31.12.23	Acquisitions	Cessions	Parc au 31/12/24
1.298.470	130.597	206.441	1.222.626

**Note 04. Autres actifs :**

	2024	2023
Créances Fiscales et Sociales	48	1.374
TVA à recevoir	9.745	9.290
Fournisseurs avances et acomptes	90	42
Clients débiteurs	3.810	361
Divers	403	398
<b>Total</b>	<b>14.096</b>	<b>11.465</b>

**Note 05. Comptes de régularisation actif :**

	2024	2023
Redevances de souscription	2.957	3.025
Produits à recevoir linéarisation des loyers	9.160	10.403
Autres produits à recevoir	51	94
Impôts et taxes		16
Charges constatées d'avance	9	12
Stock d'imprimés		
Divers	99	23
<b>Total</b>	<b>12.277</b>	<b>13.573</b>

**Note 06. Dettes envers les établissements de crédit :**

	2024	2023
<b>A vue</b>		
Intérêts courus		
Comptes bancaires	582	3
<b>Total</b>	<b>582</b>	<b>3</b>
<b>A terme</b>		
Emprunts	561.558	706.170
Dont réseau SG	561.558	706.170
Intérêts courus	5.072	5.927
<b>Total</b>	<b>566.630</b>	<b>712.097</b>

**Note 07. Comptes créditeurs de la clientèle :**

	2024	2023
Soldes créditeurs des dossiers en attente de remboursement	593	2.537
Dépôts clients		
Comptes à terme	12.409	3.138
<b>Total</b>	<b>13.002</b>	<b>25.675</b>

**Note 08. Autres passifs :**

	2024	2023
Dépôts de garantie reçus	17.782	18.404
Fournisseurs	430	2.311
TVA à reverser	2.509	2.751
Dettes Fiscales et sociales	14	15
Organismes sociaux	46	46
Divers	4	
<b>Total</b>	<b>20.785</b>	<b>23.527</b>

**Note 09. Comptes de régularisation passif :**

	2024	2023
Loyers constatés d'avance	162.216	186.827
Charges à payer	1.504	1.784
Impôts et taxes à payer	5	4
Dettes congés payés et charges sociales	247	203
Salaires et charges à payer	128	169
Divers	6.917	3.720
<b>Total</b>	<b>171.017</b>	<b>192.707</b>



**Note 10. Provisions :**

	2023	Augmentation	Diminution	2024
Provisions pour engagement de retraite et médaillé du travail	60	9		69
Provisions litiges	2.305	1.094	25	3.374
Provisions pour risques administratifs	1.247	1.881	1.881	1.247
Provisions pour risques clientèles	5.409	1.271	1.516	5.164
<b>Total</b>	<b>9.021</b>	<b>4.255</b>	<b>3.422</b>	<b>9.854</b>

**Note 11. Information sur les postes concernant les entreprises liées :**

(En milliers d'Euros)		2024	2023
<b>Actif</b>			
Comptes courants bancaires		5.783	3.928
Prêts à vue		4.050	49.712
Participations			
Divers			
Dépôts de garantie versés			
Intérêts courus			19
<b>Passif</b>			
Comptes courants bancaires			
Emprunts à terme		561.558	706.170
Emprunts à vue			
Intérêts courus		5.072	5.929
Emprunts subordonné			
Intérêts courus sur Emprunts subordonné			
Fournisseurs groupe		430	593
Divers		28	26
Charges à payer			
<b>Résultat</b>			
Produits financiers		385	3.397
Produits de participation			
Charges financières		11.653	10.803

**Note 12. emplois et ressources selon la durée restant à courir :**

(En milliers d'Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2024				
	0 à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
<b>Emplois :</b>					
Comptes courants bancaires et prêts (1)	9.251				9.251
Crédits à la clientèle (1)	27.516	95.970	69.191	46.935	239.612
Créances sur la clientèle (2) Créances prescripteurs floor plan	11.375 168				11.375 168
Location avec option d'achat (3)	20.313	66.951	250.902	133.034	471.201
<b>Total</b>	<b>68.623</b>	<b>162.921</b>	<b>320.093</b>	<b>179.969</b>	<b>731.606</b>
<b>Ressources :</b>					
Comptes courants bancaires et emprunts (1)	44.932	118.097	352.874	46.236	562.139
Dépôts de garantie des dossiers LOA	441	1.886	6.354	9.101	17.782
Comptes à terme	11.400	600			12.000
<b>Total</b>	<b>56.773</b>	<b>120.583</b>	<b>359.228</b>	<b>55.337</b>	<b>591.921</b>
(1) Hors intérêts courus					
(2) Créances nettes, activités crédit et leasing					
(3) Encours financiers hors dépôts de garanties (Cf. Ressources)					

**3. – Note sur les éléments de hors bilan.**  
(En milliers d'Euros.)

**Note 13. Engagements :**

Engagements donnés	2024	2023
Engagement de financement (1)	123.603	136.444
Engagements de garantie		
<b>Total</b>	<b>123.603</b>	<b>136.444</b>

(1) Les engagements donnés en faveur de la clientèle concernent les accords de financement pour l'activité floorplan, accordés chaque année aux concessionnaires en partenariat avec les marques.

Engagements reçus	2024	2023
Lignes de sécurité		
Engagements de garantie	1.625	1.465
<b>Total</b>	<b>1.625</b>	<b>1.465</b>

**4. – Notes sur le compte de résultat.**  
(En milliers d'Euros.)

**Note 14. Intérêts et produits assimilés :**

Sur opérations avec Ets. De Crédit	2024	2023
Comptes et prêts	392	3.397
<b>Total</b>	<b>392</b>	<b>3.397</b>

Sur opérations avec la clientèle	2024	2023
Intérêts échus	13.599	12.326
Intérêts et pénalités	80	140
Coût d'acquisition des dossiers de financement	-803	-855
<b>Total</b>	<b>12.876</b>	<b>11.611</b>
<b>Total général</b>	<b>13.268</b>	<b>15.008</b>

**Note 15. Produits sur opérations de crédit bail et assimilés :**

	2024	2023
Loyers afférents à l'exercice	172.709	192.539
Intérêts, pénalités et autres produits	643	222
Coût d'acquisition des dossiers de financement	-1.315	-1.779
Indemnités de résiliation	1.766	813
<b>Total</b>	<b>173.803</b>	<b>191.795</b>

**Note 16. Intérêts et charges assimilés :**

	2024	2023
Opérations avec Ets. De Crédit		
Sur comptes et emprunts	12.718	11.798
Dettes subordonnées		
Intérêts/commissions d'engagement		
Engagements de garantie reçus	208	318
<b>Total</b>	<b>12.926</b>	<b>12.116</b>

**Note 17. Charges sur opérations de crédit bail et assimilées :**

	2024	2023
Dotations aux amortissements	147.943	157.972
Moins-value de cessions des immobilisations louées	26.921	38.018
<b>Total</b>	<b>174.864</b>	<b>195.990</b>

**Note 18. Commissions.**

Les produits correspondent aux rétrocessions de commissions accordées par les Compagnies d'Assurance suite aux placements de produits assurance pour les dossiers de la clientèle.

Les charges correspondent aux commissions liées aux accords de marques, aux coûts de prise en charge d'assurance ainsi qu'aux commissions sur opérations bancaires.

	2024	2023
Commissions accords de marques	141	61
Coût de prise en charge assurance LOA plaisance	146	271
Commissions diverses	39	33
<b>Total</b>	<b>326</b>	<b>365</b>

**Note 19. Autres produits d'exploitation bancaire :**

	2024	2023
Produits - Chantiers partenaires	532	594
Autres produits	3.573	394
Refacturation personnel		
<b>Total</b>	<b>4.105</b>	<b>988</b>

**Note 20. Autres charges d'exploitation bancaire :**

	2024	2023
Dotations charges sur stocks	3.526	356
Commissions diverses	101	117
Risques dommages intérêts clients		2
Autres charges		30
<b>Total</b>	<b>3.627</b>	<b>505</b>

**Note 21. Charges générales d'exploitation :**

	2024	2023
<b>Frais de personnel :</b>		
Rémunérations	805	943
Charges sociales et Fiscales	402	484
<b>Total</b>	<b>1.207</b>	<b>1.427</b>
<b>Autres frais administratifs :</b>		
Impôts et taxes	62	177
Autres frais divers de gestion	1.181	1.221
Convention générale SGB finance/CGL	2.704	2.872
<b>Total</b>	<b>3.947</b>	<b>4.270</b>
<b>Total général</b>	<b>5.154</b>	<b>5.697</b>

Le tableau ci-dessous présente les honoraires facturés par nos commissaires aux comptes au cours des deux derniers exercices :

	KPMG	Ernst & Young Audit	Price waterhouse Coopers Audit	Deloitte & associés
	2024	2023	2024	2023
Certification des comptes	33	33	39	38
Services autres que la certification des comptes (SACC)	0	5	0	5
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>38</b>	<b>39</b>	<b>43</b>

**Note 22. Cout du risque :**

Les montants repris sous cette rubrique correspondent aux dotations pour dépréciation et reprises en registrées sur : les créances :

- stage 1 (cf. § règles et méthodes comptables) : En cours sains/performants (classement initial, absence d'augmentation significative du risque de crédit)
- stage 2 (cf. § règles et méthodes comptables) : En cours dégradés présentant une augmentation significative depuis l'entrée au bilan / impayé depuis plus de 30 jours
- les créances douteuses ou litigieuses (stage 3, cf. § règles et méthodes comptables)
- les créances irrécouvrables (passage en perte)
- VNC contentieuses.

La désactualisation est intégrée dans le coût du risque

**Note 23. Impôt.**

SGB FINANCE est directement passible de l'impôt sur les sociétés. Le résultat fiscal de l'exercice en cours ressort en déficit de 7,2 MEUR.

La créance latente d'impôts différés non constatée au titre des différences temporaires s'élève à 1.8 MEUR.

**5. – Autres informations.**

**Note 24. Consolidation.**

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de la SOCIETE GENERALE, via le palier de consolidation de CGL - Compagnie Générale de Location d'Equipements. La société est consolidée par mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe BENETEAU.

**Note 25. Effectif.**

L'effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice 2024 est de 12 personnes.

**Note 26. Rémunération des dirigeants.** Le montant global des rémunérations directes et indirectes n'est pas communiqué dans la mesure où cette mention reviendrait à donner une information individuelle.

**Note 27. Ventilation des actions composant le capital social au 31 décembre 2024 :**

Associés	Nombre d'actions	Nominal de l'action en euros	Droit de Vote
Dont CGL	202.469	15,25	Simple
Dont BENETEAU	194.531	15,25	Simple
<b>Total du nombre d'actions</b>	<b>397.000</b>	<b>15,25</b>	

Le capital social, totalement libéré, s'élève à 6.054.250 euros au 31 décembre 2024.

**Note 28. Variation des capitaux propres :**

(En milliers d'Euros)	Capitaux propres au 31 décembre 2023	Affectation de résultat	Résultat de l'exercice	Distribution dividendes	Autres mouvements	Capitaux propres au 31 décembre 2024
Capital souscrit	6.054					6.054
Prime d'émission et de fusion						
Réserves	6.254					6.254
Ecarts de réévaluation						
Report à nouveau	51.016				-1.584	49.432
Résultat	-1.584		-7.433		1.584	-7.433
<b>Total</b>	<b>61.740</b>	<b>0</b>	<b>-7.433</b>		<b>0</b>	<b>54.307</b>

**Note 29. Transactions entre parties liées.**

Il n'existe pas de transaction significative et non conclue à des conditions normales de marché avec des parties liées.

**Note 30. Evènements survenus au cours de l'exercice.**  
Pour rappel, un contrôle fiscal est en cours en Espagne au titre de la TVA. Les notifications de redressement ont été reçues le 31 mars 2022 pour un montant de 15,6 MEUR. Le Tribunal Economique et Administratif Central de Madrid a confirmé cette position le 19 décembre 2024. CGL conteste ce redressement et se pourvoit auprès de l'Audiencia Nacional, instance judiciaire et indépendante de l'administration fiscale, dans le cadre d'une procédure contentieuse.

Un contrôle fiscal est en cours sur CGL sur les exercices 2020/2021/2022, la proposition de rectification a été reçue en décembre 2024, CGL a remonté ses observations à l'administration fiscale.

**Note 31. Evènements postérieurs a la clôture.**  
Aucun événement significatif, susceptible d'influencer les comptes arrêtés au 31 décembre **2024**, n'est intervenu jusqu'à la date du conseil de surveillance d'arrêté des comptes

**Note 32. Activités en devise.**  
Les activités réalisées en devise GBP représentent une contre-valeur de 16,9 MEUR.

**Note 33. Identité de la société mère consolidant les comptes de la société :**

Dénomination sociale – Siège social	Forme	Pourcentage détenu
COMPAGNIE GENERALE DE LOCATION D'EQUIPEMENTS 69, avenue de Flandre 59700 Marcq-en-Barœul	Société Anonyme	51 %

**IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.**  
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

À l'assemblée générale de la société SGB Finance,

**Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SGB Finance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion :**

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit.** — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

— **Risque de crédit : dépréciation des prêts et créances :**

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Les prêts et créances à la clientèle sont porteurs d'un risque de crédit qui expose votre société à une perte potentielle si son client ou sa contrepartie s'avère incapable de faire face à ses engagements financiers. Votre société constitue des dépréciations et des provisions collectives destinées à couvrir ce risque.</p> <p>Les principes comptables d'évaluation des provisions collectives sont présentés dans la note "Provision" de l'annexe des comptes annuels.</p> <p>Les provisions collectives intègrent des dépréciations pour pertes de crédit attendues calculées sur la base des encours sains et dégradés. Ces dépréciations sont déterminées principalement sur la base de modèles développés dans le cadre du calcul des dépréciations en normes IFRS. Ces dépréciations pour pertes attendues sont complétées, le cas échéant, par des dotations sur une base sectorielle.</p> <p>Les dépréciations sur les encours douteux des créances sur la clientèle, de crédit-bail et de locations avec option d'achat sont déterminées selon les principes décrits dans les notes "Dépréciations des créances douteuses ou litigieuses, passage en perte" et "Provisions" de l'annexe des comptes annuels :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- selon une méthode statistique pour les encours inférieurs à certains seuils opérationnels. Pour ces encours, certains paramètres utilisés reposent sur des estimations de la direction ;</li><li>- selon une analyse à dire d'expert pour les encours dépassant ces seuils opérationnels. Pour ces encours, la direction a recours au jugement pour déterminer ces dépréciations.</li></ul> <p>En raison de la sensibilité de certains paramètres utilisés dans le modèle de dépréciation statistique et du recours au jugement dans l'estimation des hypothèses retenues pour déterminer les dépréciations à dire d'expert pour certains encours, nous avons considéré que l'évaluation des dépréciations et des provisions collectives sur les créances sur la clientèle, de crédit-bail et de locations avec option d'achat constitue un point clé de l'audit.</p> <p><i>Les provisions pour risques clientèle s'élèvent à M€ 5,4 au 31 décembre 2024, dont M€ 2,9 pour les créances sur la clientèle et M€ 2,5 pour le crédit-bail et les locations avec option d'achat.</i></p> <p><i>Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 2, 3 et 10 de l'annexe des comptes annuels.</i></p>	<p><b><i>Dépréciation des encours de crédits pour pertes attendues (provisionnement collectif)</i></b></p> <p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– apprécier l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différents encours de crédits ;</li><li>– apprécier l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée à la consistance des modèles de dépréciations et les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations et analysant les évolutions méthodologiques et les adaptations apportées aux modalités de calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues ;</li><li>– apprécier le niveau de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2024.</li></ul> <p><b><i>Dépréciation des encours de crédit douteux et contentieux</i></b></p> <p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <p>Pour les encours dont les dépréciations sont calculées selon une méthode statistique :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– comprendre les principes et le fonctionnement de cette méthode ;</li><li>– prendre connaissance des paramètres, retenus par la direction, qui alimentent le modèle statistique et contrôler que leur choix s'inscrit dans une gouvernance établie faisant l'objet d'une documentation ; Pour les encours dont les dépréciations sont déterminées selon une analyse à dire d'expert :</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>○ prendre connaissance de la documentation fournie par votre société pour justifier le montant de dépréciations et des procédures appliquées pour déterminer ces dépréciations ;</li><li>○ examiner la pertinence des données et des hypothèses utilisées par la direction pour déterminer le montant des dépréciations sur un échantillon de dossiers de crédit. Nous avons également examiné le caractère approprié des informations présentées dans l'annexe aux comptes annuels en normes françaises.</li></ul>

**Vérifications spécifiques.** — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce concernant les opérations bancaires et les opérations connexes ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

**Rapport sur le gouvernement d'entreprise.**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.****Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société SGB Finance par votre assemblée générale du 17 mai 2024 pour les cabinets KPMG S.A et PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2024, les cabinets KPMG SA et PricewaterhouseCoopers Audit étaient dans la première année de leur mission.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, et Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2025.

*Les Commissaires aux comptes :*

**KPMG SA :**

Nicolas de LUZE ;  
Associé,

**PricewaterhouseCoopers Audit :**

Alexandre DECRAND ;  
Associé.

**V. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.****(Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024)**

A l'assemblée générale de la société,

**SGB FINANCE**

69, avenue de Flandre  
59700 Marcq-en-Barœul

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE*****Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé***

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

**CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE*****Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé***

En application de l'article R.225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

*Lettre de confort de CGL pour la prise en charge des risques fiscaux éventuels de SGB Finance*

Au terme de cette lettre de confort, la société CGL s'engage à prendre en charge les risques fiscaux de SGB Finance dans l'éventualité où ces derniers se traduiraient par des pertes pour la filiale et pour la partie qui ne serait pas prise en charge par les autres actionnaires.

Paris La Défense, et Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2025.

*Les Commissaires aux comptes :*

**KPMG SA :**

Nicolas de LUZE ;  
Associé,

**PricewaterhouseCoopers Audit :**

Alexandre DECRAND ;  
Associé.